



Eidgenössische Jugendbefragungen  
Enquêtes fédérales auprès de la jeunesse  
Inchieste federali fra la gioventù  
Enquistas federalas de la giuventetgna  
Swiss Federal Surveys of Adolescents



Communiqué de presse

## Suisse – Société multiculturelle

Ce qu'en font les jeunes aujourd'hui

Aus der Sicht der heutigen Jugend

Dal punto di vista der giovani di oggi

Vol. n° 23, Wissenschaftliche Reihe der Eidgenössischen Jugendbefragungen ch-x,  
Éditions Rüegger/Somedia, Glarus/Chur

### Principaux résultats

### Hauptresultate

### Risultati principali

**François Grin**, professeur ordinaire, Faculté de traduction et d'interprétation, et directeur, Observatoire Économie-Langues-Formation (ÉLF), Université de Genève

**Jacques Amos**, sociologue, chercheur au Service de la recherche en éducation (SRED) et consultant indépendant, Genève

**Klea Faniko**, docteur en psychologie, collaboratrice scientifique, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, Université de Genève

**Guillaume Fürst**, docteur en psychologie, collaborateur scientifique, Observatoire Économie-Langues-Formation (ÉLF), Université de Genève

**Jacqueline Lurin**, psychologue, Service de la recherche en éducation (SRED)

**Irene Schwob**, pédagogue, Service de la recherche en éducation (SRED)

*Ce communiqué de presse est disponible à partir du dimanche 27 septembre à 16 h. sur le site Internet des enquêtes ch-x :*

[www.chx.ch](http://www.chx.ch)

Auskünfte / renseignements / informazioni

**Karl W. Haltiner**

077 460 01 69  
k.haltiner@gmx.ch

**François Grin**

079 744 27 21  
francois.grin@unige.ch

**Jacques Amos**

079 702 82 74  
jacques.amos@bluewin.ch

# SUISSE — SOCIÉTÉ MULTICULTURELLE

## SURVOL ET RÉSULTATS PRINCIPAUX

Cette étude porte sur la très vaste thématique de la diversité linguistique et culturelle. C'est un sujet abordé presque quotidiennement dans les médias ; c'est aussi un thème récurrent du débat politique, que l'on parle d'enseignement des langues nationales, de place des communautés linguistiques minoritaires dans le ménage confédéral ou, bien sûr, d'intégration des migrants.

Ces enjeux nous interpellent parce qu'ils sont éminemment politiques et parce que la mondialisation les a modifiés en profondeur. La diversité linguistique et culturelle est un thème qu'on ne peut pas se permettre d'ignorer, que ce soit dans la recherche, dans la politique ou dans les médias.

### Les trois objectifs de l'étude

Le premier objectif du projet « Suisse — Société multiculturelle » est de documenter de façon approfondie une réalité encore assez mal connue et de constituer une base de données quantitative à ce propos. L'enquête réalisée dans le cadre de ce projet est, à notre connaissance, la plus complète jamais réalisée à ce jour sur les compétences linguistiques et (inter)-culturelles des jeunes Suisses et sur leurs attitudes à l'endroit de la diversité linguistique et culturelle.

Ensuite, comme les discours dominants sur la diversité des langues et des cultures sont souvent fragmentés (que ce soit sur le plan thématique ou en termes des disciplines avec lesquelles on l'aborde), le deuxième objectif du projet est de proposer une approche de la diversité en tant que réalité intégrée, où l'on aborde conjointement, par exemple, des aspects sociolinguistiques, culturels, pédagogiques et politiques. Les informations recueillies ici permettent d'aller au-delà du relevé descriptif et de proposer une interprétation de la diversité des langues et des cultures dans la Suisse contemporaine tenant compte simultanément des diverses dimensions de cette diversité.

Troisièmement, nous visons aussi à fournir une contribution au débat sur les choix de politique publique en matière de gestion de la diversité linguistique et culturelle. Dans ce but, nous présentons, sur la base de nos résultats d'enquête, quatre orientations prioritaires déclinées en 25 propositions d'action. Il ne s'agit pas là d'un programme de politique publique, mais d'un ensemble coordonné de principes que nous proposons de soumettre au débat démocratique.

### L'échantillon

Cette étude est basée sur l'enquête fédérale auprès de la jeunesse réalisée en 2008 et 2009, principalement auprès des jeunes hommes de nationalité suisse ayant rempli le questionnaire « Suisse — Société multiculturelle » dans un des six centres de recrutement du pays. L'échantillon final compte 41'240 jeunes hommes suisses (y compris 13 % de doubles nationaux), dont près de 80 % ont entre 19 et 20 ans au moment de la passation. L'étude s'appuie aussi sur un échantillon complémentaire de 1'531 jeunes femmes de nationalité suisse. Ces observations sont utilisées dans un chapitre spécifiquement consacré à la comparaison entre les femmes et les hommes. Nous avons par contre renoncé à exploiter les observations sur les jeunes adultes de nationalité étrangère (79 hommes et 99 femmes), trop peu nombreux pour permettre des analyses et des comparaisons avec les jeunes Suisses.

## Chiffres clefs

Sauf mention contraire, les chiffres-clefs rapportés ci-dessous concernent les jeunes hommes de nationalité suisse.

### *Profil sociologique (Chapitre 2)*

La diversité des origines se reflète dans la fréquence de la double nationalité : c'est le cas d'environ 11 % des jeunes Alémaniques, mais de près de 22 % des jeunes Romands. Toutefois, la plupart (95 %) sont nés en Suisse. Sur l'ensemble du pays, près de 30 % des jeunes gens ont un ou deux parents étrangers. Quand les deux parents d'un jeune Suisse sont d'origine étrangère, près de 84 % de ces couples viennent de la même région du monde ; 63 % des jeunes gens qui ont un ou deux parents étrangers se rendent dans le pays ou la région d'origine de l'un ou de l'autre parent au moins une fois par année.

Quelque 88 % des jeunes Suisses ont des amis étrangers, et pour 71 % d'entre eux, ces amis représentent un éventail de nationalités différentes.

Les jeunes Suisses sont très attachés à leur région linguistique, qui constitue l'identification première (avant l'identification nationale) pour 56 % des Romands, 41 % des Tessinois et 37 % des Alémaniques. Cet attachement à la région est encore plus marqué chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes.

À l'âge de 19 ou 20 ans, 60 % des jeunes gens n'ont pas encore achevé de formation, mais 25 % ont terminé leur apprentissage, et 6 % leur maturité ; 11 % des jeunes gens décrivent leur situation présente comme une solution transitoire.

Près de 62 % des jeunes gens participent activement à une ou plusieurs associations ou clubs, parmi lesquels les clubs sportifs dominent très largement.

Les jeunes adultes habitent principalement dans des agglomérations (65 %), contre un peu plus d'un tiers (34 %) dans des communes rurales.

Les jeunes gens voyagent volontiers : moins de 2 % n'ont jamais quitté la Suisse et à l'âge de 19 ou 20 ans, quelque 34 % d'entre eux se sont déjà rendus dans six pays différents ou davantage.

Être prêt à voyager, en revanche, n'équivaut pas à une disposition à s'installer ailleurs : 72 % des jeunes hommes (mais seulement 62 % des jeunes femmes) estiment qu'à horizon de dix ans, ils résideront toujours dans la même région linguistique.

Une majorité des jeunes gens disent avoir une appartenance religieuse, mais cette majorité est d'importance très inégale selon le genre : les femmes (82 %) sont plus enclines que les hommes (66 %) à déclarer un sentiment d'appartenance. Les contrastes régionaux sont également marqués, avec un sentiment religieux nettement moins répandu chez les Romands (53 %) que les Alémaniques (69 %).

En termes d'orientation politique, un tiers des jeunes hommes suisses se sentent proches de l'Union démocratique du centre (UDC), avec un écart du simple au double entre la Suisse alémanique (36 %) et la Suisse italienne (19 %) ; le parti socialiste (PS), cité par 11 % des jeunes gens sans écart notable entre les régions, apparaît en deuxième position.

### *Langues et multilinguisme (Chapitres 3, 4 et 5)*

À 98 %, les jeunes gens ont une des quatre langues nationales comme langue maternelle ou principale. Cependant, les répondants pouvaient indiquer jusqu'à six langues différentes ; en outre, ils pouvaient déclarer plus d'une langue à titre de langue maternelle. À titre de langue maternelle ou de langue étrangère, 126 langues différentes sont mentionnées.

Sur les quelque 41'000 jeunes gens qui ont répondu aux questions portant sur les langues qu'ils connaissent — indépendamment de leur degré de maîtrise des langues concernées — seuls 6 % disent n'en avoir apprise aucune autre.

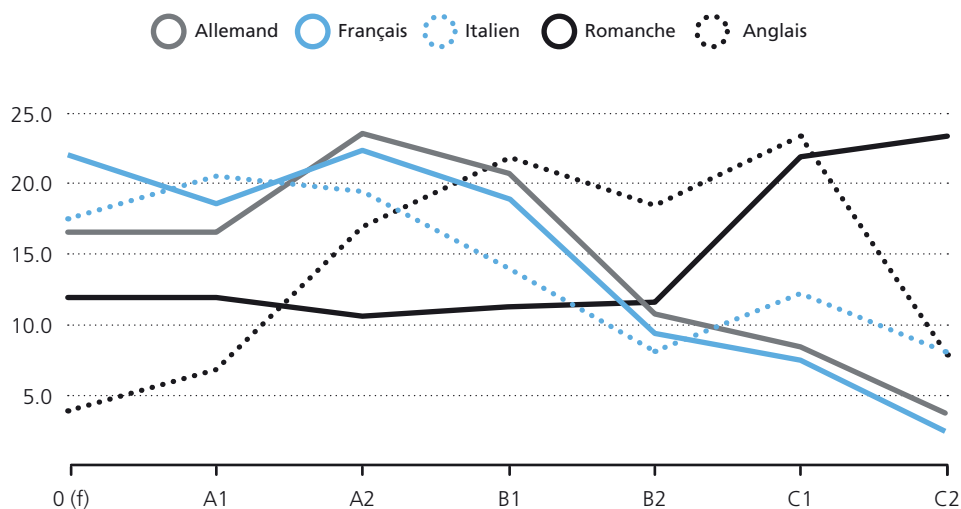
Par contre, 12 % en mentionnent deux, 53 % en mentionnent trois, 23 % en mentionnent quatre, 5 % en mentionnent cinq, et 1 % en indique six.

Dans un pays plurilingue comme la Suisse, la notion de « langue étrangère » est particulière, puisqu'elle inclut généralement les langues nationales des autres régions linguistiques. Parmi les différentes langues, l'anglais est celle qui revient le plus souvent : elle est mentionnée par environ 85 % des jeunes hommes, ce qui n'est pas surprenant puisque c'est la seule langue étrangère qui figure aux programmes scolaires des quatre régions linguistiques. Il est suivi du français (68 %), de l'allemand (21 %), de l'italien (14 %) de l'espagnol (6 %), des langues slaves d'ex-Yougoslavie (3 %) et de l'albanais (2 %).

Les modalités d'acquisition des langues sont extrêmement diverses, avec notamment un rôle très variable de l'école ; il est important pour les langues nationales, pour l'anglais et pour certaines langues de grande communication internationale, secondaire dans les autres cas.

Les niveaux de compétence dans les langues 2, 3 et 4 ont été auto-évalués par les participants à l'aide des descripteurs du *Cadre européen commun de référence pour les langues*, qui comporte six niveaux (A1, A2, B1, B2, C1 et C2). La maîtrise d'une langue étrangère s'élève en passant des niveaux A1 et A2 (« utilisateur élémentaire »), à B1 et B2 (« utilisateur indépendant ») puis à C1 et C2 (« utilisateur expérimenté »). Les compétences des Alémaniques et des Romands en français et en allemand respectivement sont centrées sur les niveaux contigus A2 et B1, que s'attribuent 44 % des répondants. Dans l'ensemble, les jeunes Suisses estiment leurs compétences en anglais à un niveau supérieur, avec une concentration sur les niveaux B1 (22 %) et C1 (23 %). De façon générale, les compétences des jeunes femmes sont plus élevées, surtout en langues nationales.

**Fig. 1 — Répartition des jeunes adultes par niveau de compétence en L2, L3 ou L4, en langues nationales et anglais, pourcentages et indice composé des quatre compétences**



Le niveau moyen de compétence en compréhension orale, conversation, lecture et écriture pour les langues autres que la langue maternelle peut être ré-exprimé sur une échelle allant de 0 à 100 points. L'anglais vient en tête avec des scores de l'ordre de 50 à 55 points selon la région. Les compétences en langues nationales à titre de L2, L3 ou L4 se situent *grosso modo* aux alentours des mêmes niveaux : 37 à 45 points pour l'italien (chez les Alémaniques et les Romands respectivement), 32 à 52 points pour le français (chez les Alémaniques et les Tessinois), 35 à 44 points pour l'allemand (chez les Romands et les Tessinois).

L'analyse des canaux d'apprentissage met en évidence des effets statistiquement très robustes pour toutes les langues concernées. De façon générale, un père ou une mère qui parle la langue étudiée est un atout majeur, mais les séjours linguistiques, l'apprentissage en immersion et l'usage de la langue dans le cadre des loisirs sont très profitables. En revanche, le niveau de compétence est faiblement (et parfois négativement) corrélé aux cours extra-scolaires ou au fait d'avoir un-e partenaire qui parle la langue étudiée.

Fig. 2a — Canaux d'apprentissage des langues en Suisse alémanique, pourcentages

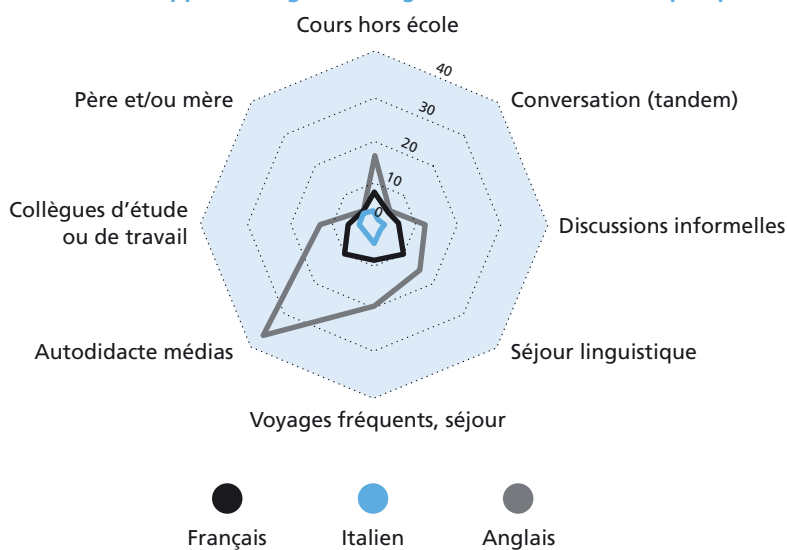


Fig. 2b — Canaux d'apprentissage des langues en Suisse romande, pourcentages

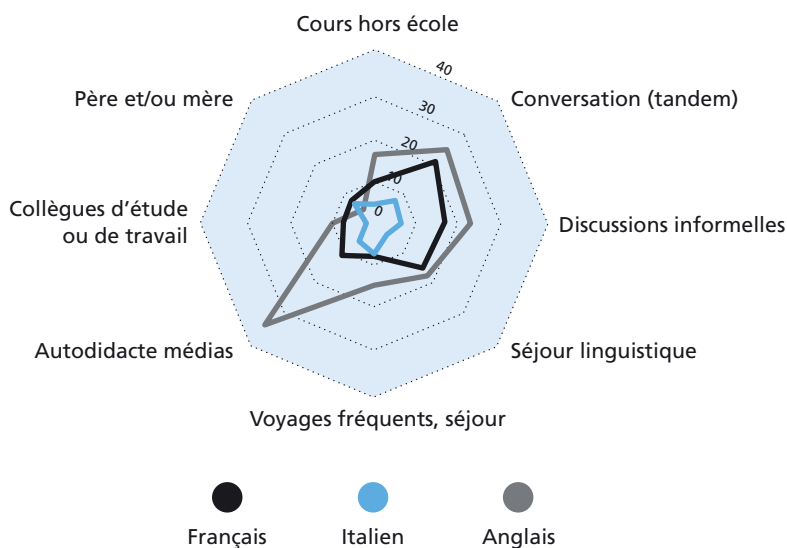
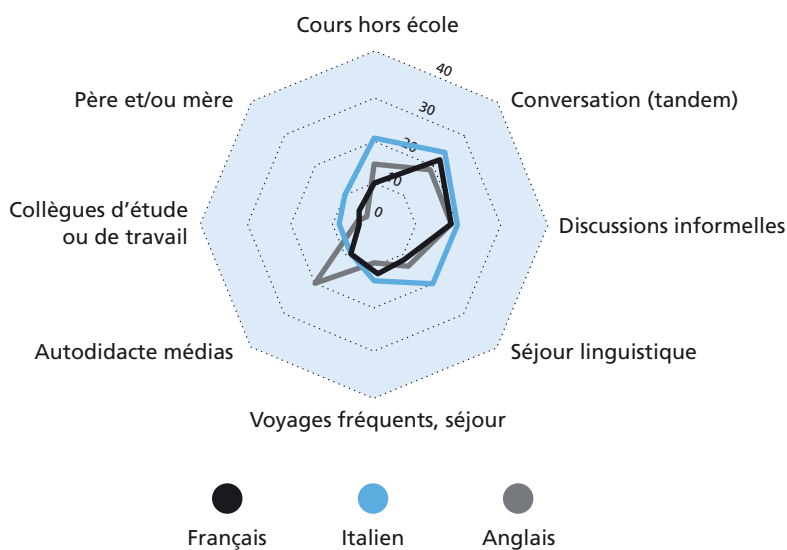


Fig. 2c — Canaux d'apprentissage des langues en Suisse italienne, pourcentages



La catégorie socio-professionnelle de la famille n'a que peu d'effet sur les compétences, tandis que le capital culturel (saisi au travers du nombre de livres au domicile familial) et la proximité de la frontière linguistique jouent un rôle positif nettement plus marqué.

Les jeunes gens sont intéressés par l'apprentissage des langues et sont plus de 60 % à vouloir investir dans leurs compétences linguistiques. Ces intentions concernent principalement l'anglais, suivi — au niveau de la Suisse dans son ensemble — de l'espagnol, de l'italien, du français et de l'allemand.

Les motivations des jeunes dépendent de la langue considérée, mais la satisfaction personnelle, qui motive 88 % des jeunes gens, prime généralement sur les perspectives d'ouverture professionnelle, importantes pour 72 % d'entre eux.

Si le manque de temps et le prix des cours de langue freinent l'envie d'étendre ses compétences linguistiques, un vécu positif d'apprentissage (notamment pour les cours de langues pendant la scolarité) renforce considérablement la motivation.

Malheureusement, ce vécu est assez négatif chez les jeunes hommes : pour une majorité des répondants, les cours de langues nationales n'étaient pas inefficaces, mais ils étaient ennuyeux et souvent perçus comme inutiles ; la vision qu'en ont les jeunes femmes est nettement plus positive. L'enseignement de l'anglais jouit d'une bien meilleure image. De façon générale, les jeunes en formation longue et ceux qui sont issus d'un milieu social aisé ont mieux apprécié les cours de différentes langues ; malgré cela, seule une minorité des gymnasiens (41 % des Alémaniques pour le français, 25 % des Romands pour l'allemand) atteint, en langues nationales, le niveau B2 correspondant aux objectifs des systèmes d'enseignement.

## *Interculturalité (Chapitres 6 et 7)*

Les *compétences* interculturelles sont difficiles à définir et à mesurer. Elles ont été saisies à l'aide d'une échelle psychométrique reconnue, le *Questionnaire de personnalité multiculturelle*, souvent désigné par son acronyme anglais *MPQ*. Cette échelle met en évidence cinq facettes (dites « dimensions ») de la compétence interculturelle. De ces cinq facettes, c'est celle d'*ouverture d'esprit* qui s'avère la plus intéressante ; elle est positivement corrélée à diverses mesures de mobilité, de statut social et de capital culturel. Pour la plupart, les différences de compétence interculturelle entre régions linguistiques sont mineures.

Les *attitudes* envers l'altérité culturelle ont été étudiées au moyen deux approches distinctes : le *Modèle développemental de sensibilité interculturelle* (souvent désigné par son acronyme anglais *DMIS*) et le modèle de *Tolérance et tolérabilité*. Dans ce dernier, on opère une distinction entre trois termes : la *tolérance* en tant qu'attitude des acteurs ; la *tolérabilité* en tant que caractéristique des manifestations d'altérité — cette tolérabilité n'étant bien sûr pas un absolu, mais le simple reflet d'un contexte sociologique dans un pays donné à un moment donné ; et la *tolération* en tant que pratique sociale résultant des deux précédentes. Cette approche, qui touche à des questions politiquement sensibles, permet de renouveler la réflexion sur l'épineux problème des « limites du tolérable ». Il aide à donner un contenu empirique et statistiquement fondé à la notion, popularisée dans le cadre des réflexions canadiennes sur l'intégration des migrants, de *l'accommodement raisonnable*. Cela peut aussi aider à éviter l'impasse sur laquelle débouchent fréquemment les analyses formulées exclusivement en termes du seul concept de tolérance.

L'existence d'une gradation entre manifestations d'altérité largement acceptées (parce que majoritairement considérées comme « tolérables ») et manifestations d'altérité largement rejetées (parce que majoritairement considérées comme « pas tolérables ») est attestée par la très grande stabilité des jugements portés par différents groupes de population définis par des critères très divers. Que l'on compare les évaluations des Romands avec celles des Alémaniques, ou celles de jeunes dont les sympathies se portent plutôt vers la gauche ou vers la droite de l'échiquier politique, leurs jugements sur la tolérabilité relative des différentes manifestations d'altérité convergent fortement, avec des coefficients de corrélation de 0,85 ou davantage. Certaines de ces manifestations font l'objet d'un large consensus social qui transcende les régions, les parcours individuels, les sympathies politiques, etc. Il peut s'agir, d'un côté, d'expressions d'altérité culturelle admises sans problème par la majorité — par exemple pour ce qui a trait à la présence et à la visibilité des langues et des habitudes culinaires perçues comme étrangères, ou à l'observation de diverses coutumes et traditions dans la sphère privée. De l'autre côté, il y a aussi consensus entre les participants à l'enquête sur le refus

d'accepter le non-respect de certaines normes : c'est le cas si une manifestation d'altérité culturelle est perçue comme une remise en cause de principes que les jeunes Suisses considèrent comme non-négociables (égalité entre les sexes, liberté d'expression, par exemple). Certains des enjeux les plus intéressants se situent naturellement là où les opinions des jeunes Suisses sont très partagées.

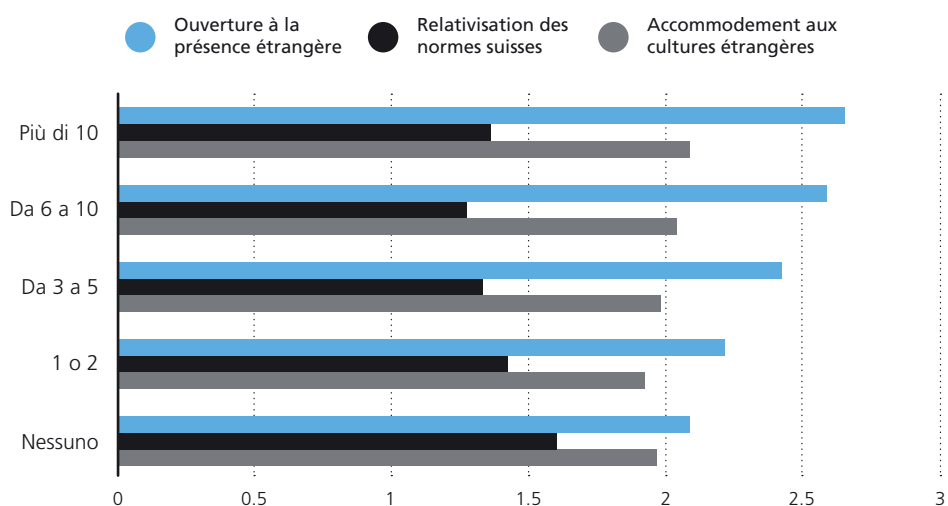
Qu'il s'agisse de compétences interculturelles ou d'attitudes envers l'altérité culturelle, les jeunes femmes se différencient nettement moins des jeunes gens qu'en matière de compétences linguistiques.

### Compléments et applications (Chapitres 8 et 9)

Pour des raisons d'effectif, les possibilités d'exploitation de la partie féminine de l'échantillon sont restreintes. Toutefois, le chapitre 8 revisite les chapitres précédents et propose une panoplie de comparaison sur les valeurs principales.

La synthèse des résultats permet de mettre en évidence sept lignes de force : (1) le stock de compétences linguistiques en Suisse est important mais peu visible ou valorisé ; (2) les niveaux de compétences en langues 2, 3 ou 4 sont très hétérogènes, selon la langue-cible et le type de compétence considéré (compréhension, conversation, lecture et écriture) ; (3) les canaux d'apprentissage des langues sont d'une efficacité fort inégale, et ce fait pourrait être mis à profit pour renforcer l'efficacité d'ensemble des apprentissages ; (4) les jeunes gens sont en majorité désireux d'apprendre des langues si on les soutient dans cette entreprise ; (5) pour la plupart, les jeunes hommes estiment peu intéressants ou stimulants les cours de langues nationales, mais l'évaluation qu'en font les jeunes femmes est nettement plus positive ; (6) les instruments de mesure de la compétence interculturelle ne révèlent pas d'effets marqués, sauf pour l'une de ses dimensions, l'ouverture d'esprit, qui s'avère être fréquemment corrélée de manière notable à différents éléments du profil personnel ; (7) les jugements portés sur l'acceptabilité plus ou moins forte de différentes manifestations d'altérité culturelle témoignent de la présence, chez les jeunes Suisses, d'attitudes différenciées : ils se positionnent différemment selon qu'il est question (i) de la présence même de l'altérité migrante ; (ii) de l'observation (ou, au contraire, de la relativisation) de certaines normes sociales, politiques et juridiques auxquelles les Suisses tiennent ; (iii) des aménagements ponctuels qui peuvent être envisagés par les autorités dans une perspective d'intégration, compte tenu de la présence en Suisse de certaines expressions de différence linguistique et culturelle (il pourrait s'agir, par exemple, de l'octroi aux écoliers de certains jours fériés, modulé en fonction de l'appartenance religieuse). Le degré de "tolération" à l'égard de ces différentes catégories d'enjeux s'avère très contrasté.

Fig. 3 — Degré d'acceptation de l'altérité culturelle selon le nombre de pays visités



La synthèse des résultats débouche sur quatre orientations que nous proposons comme des contributions au débat public sur la gestion de la diversité : (1) s'engager pour un ethos politique et éducatif multilingue ; (2) soutenir par un ensemble de mesures pratiques le plurilinguisme des apprenants ; (3) doter de plus de sens l'enseignement des langues nationales aux niveaux primaire et secondaire I grâce à l'introduction de l'enseignement bilingue au niveau secondaire II ; (4) approfondir et renouveler la réflexion sur les politiques d'intégration en tenant compte notamment des distinctions que font les jeunes gens entre différents types d'enjeux liés à la diversité culturelle.